

New-York-la-virale

Mitchell Cohen

Très durement touchée par l'épidémie de coronavirus, New-York tente de s'organiser pour faire face. Les débats qui opposent différents responsables politiques et différents niveaux de gouvernement donnent à voir la complexité du fédéralisme américain, mais aussi les impasses des politiques reaganiennes qui ont désarmé l'État social.

« *Avril est le plus cruel des mois* ». Ainsi commence « *La Terre Vaine* » de T.S. Eliot, probablement le poème anglais le plus admirable du xx^e siècle, publié au lendemain de la Première Guerre mondiale et de la grippe espagnole. Pendant le « *lockdown* » de l'épicentre du Covid-19 aux États-Unis en 2020, certains New-Yorkais familiers de ce poème ont pu penser avec angoisse que l'auteur s'était trompé de mois. Ne serait-ce pas plutôt le mois de mai ? Ou de juin ?

Les marqueurs jouent un rôle important. Fin avril, on annonce que la pandémie a fait plus de victimes américaines que la guerre du Vietnam. Suivent des prévisions saisissantes : au mois de juin on pourrait compter 3000 décès quotidiens dans le pays – autant de morts chaque jour que le 11 septembre 2001. Au mois de mai, New-York compte déjà plus de 23.000 décès. Au vu de la densité de sa population et du taux d'infection, et contrairement à ce que l'on entend, il semble peu probable que la ville de New-York puisse bientôt reprendre une vie « normale ». Certaines régions de l'État de New-York pourraient réouvrir progressivement, mais au

moment où, contre l'avis des scientifiques, d'autres États à travers le pays tentent déjà un déconfinement, les statistiques sont bien sombres ou très incertaines.

Une ville déserte

À bien des égards, le confinement de New-York ressemble à celui des autres capitales du monde, mais avec son accent caractéristique. Times Square s'est transformée en place fantôme. Théâtres, musées, bars, restaurants, boîtes de nuit... tous ont baissé leur rideau. Tous les soirs à 19h, les gens applaudissent à la fenêtre et tapent sur des casseroles pour saluer le personnel de santé et ceux qui participent au bon fonctionnement de la ville.

Dès le mois de mars, les plus nantis sont partis s'exiler dans leur résidence secondaire. S'en est instantanément suivi une multitude de récits dans la presse qui décrivent, sur un ton plutôt moqueur ou attristé selon le tempérament des journalistes, ces riches propriétaires de maisons secondaires dans les « Hamptons » de Long Island, fuyant la ville et envahissant les supermarchés pour faire des provisions de bouteilles de Bourgogne à 200 dollars ou de steaks de saumon.

La grande majorité des personnes – riches, pauvres, ou entre les deux – sont restées dans leur ville de résidence, ne s'échappant qu'épisodiquement de leur appartement, avec masque bien sûr, pour faire des provisions ou marcher un peu dans les parcs ou sur les trottoirs pour une fois peu fréquentés. Parfois, on entendait des éclats de voix adressés aux passants qui ne respectaient pas la « distanciation sociale ».

Le tribut payé par la communauté afro-américaine est particulièrement stupéfiant, et il met en lumière les inégalités sociales du pays. De façon générale, les pauvres ont encore plus souffert que d'ordinaire.

La fréquentation du métro a chuté de 90%, mais ses couloirs ont rapidement été envahis par des sans-abris. La municipalité de la ville a pensé en loger certains dans des hôtels ou des centres d'hébergement miteux surpeuplés. Puis, début mai, ceux qu'abritait la vaste colonne vertébrale du

transport souterrain – longtemps un refuge de nuit au cliquetis incessant – s'en sont fait expulser au milieu de la nuit. Mais pas parce qu'ils étaient sans abri. Plutôt, la première fermeture programmée de l'ensemble du réseau depuis son inauguration en 1904 a permis d'entamer la désinfection des wagons, et de faire des projets pour le moment où le réseau pourrait à nouveau desservir la ville et son économie.

Les responsabilités politiques

Durant tout ce temps, les New-Yorkais ont été les spectateurs inquiets d'accrochages politiques sur l'avenir incertain, après la pandémie, de « la ville qui ne dort jamais ». Ce débat soulève les mêmes questions qu'ailleurs : quel équilibre trouver entre la lutte contre la catastrophe sanitaire et ses retombées économiques désastreuses ? Sous quelles conditions lever le confinement ? Les réponses à ces questions ne dépendent-elles pas en retour de questions plus importantes, moins tangibles, plus existentielles ? Quelle direction le pays a-t-il pris ? Quelle direction devrait-il prendre ?

Mais certaines complications sont purement américaines, la plus immédiate étant la présidence de Donald Trump. Trump est un problème si évident qu'on ne le mentionne même plus. Mais il est sans doute plus juste de le voir comme l'incarnation de difficultés de plus long terme. La première se trouve dans la conjonction de deux facteurs : une croissance aberrante des inégalités d'une part, et de l'autre un système politique datant du xviii^e siècle qui, malgré les interventions de l'histoire, semble mal adapté aux circonstances du xxi^e siècle.

L'histoire politique française a la tradition étatiste pour fil conducteur. En dépit des réformes de ces dernières décennies, l'administration nationale française reste plus centralisée que celle des États-Unis, ce que l'on peut voir, au choix, comme un avantage ou un inconvénient. D'un côté, l'histoire des États-Unis est celle d'une lutte sans relâche pour définir le fédéralisme, dont la gestion brouillonne de cette pandémie, et les fragilités qu'elle a révélées, ne sont que le dernier épisode. La répartition géographique du pouvoir politique doit-elle se faire au niveau national, au niveau des États, ou au niveau local ? Quelle solution choisir pour quelles tâches ? Lorsqu'elle a été rédigée,

la Constitution penchait plutôt en faveur d'un pouvoir fédéral renforcé, après les premiers temps de l'indépendance post-coloniale, où le pouvoir résidait surtout dans les différents États de la fédération.

Dans le même temps, les rédacteurs de la Constitution étaient animés par une vision républicaine visant non seulement à libérer le pays du joug d'un pouvoir central distant et abusif, mais aussi à maintenir le populisme à distance. (La Convention de Philadelphie a fait suite à la rébellion violente de petits fermiers et artisans endettés en Nouvelle Angleterre). Ils ont donc choisi de tempérer et contrôler le pouvoir, créant par là même des entraves à son efficacité. C'est ainsi que le pouvoir national est réparti entre la Présidence, le Congrès, et les Cours fédérales, dans le système de freins et contrepoids que l'on sait.

La pièce manquante à ce tableau est les partis politiques. Ces derniers ont été dédaignés, quand bien même le principe d'opposition politique légitime était acquis. Avec l'apparition de désaccords politiques, sociaux, économiques et régionaux, et dans le contexte d'après compétitions électorales, leur développement au cours des décennies suivantes était inévitable. Qu'ils aient été ainsi méprisés a aussi compliqué le fonctionnement du système¹[1]. Depuis, les partis politiques (et bien d'autres choses) ont été remaniés, mais il est assez clair que les « fondateurs » constitutionnels avaient présumé que la procédure de destitution qu'ils avaient imaginée suffirait à se défaire d'un dirigeant inadéquat sans pour autant mettre en péril la stabilité du pays.

Ils n'avaient pas prévu qu'une personnalité arrive au pouvoir par des moyens constitutionnels, en prétendant parler pour le peuple, après avoir littéralement fait main basse sur un parti et mis en cause l'État de droit. Parmi les soutiens de Trump, on compte des héritiers politiques de Ronald Reagan, ainsi que les évangéliques et les juristes de droite, déterminés à transformer la branche judiciaire du pouvoir en y plaçant, souvent dans des fonctions que l'on détient à vie, une pléthore de jeunes juges ultra-conservateurs (confirmés par le parti Républicain, qui contrôle le Sénat). De curieux desseins contradictoires font alliance, au nom d'un président obsédé par la projection de son propre pouvoir, pour défier le système de freins et de contrepoids, tout en cherchant à affaiblir le pouvoir fédéral – dont le Président est pourtant le représentant.

Les pouvoirs présidentiels ont été renforcés à plusieurs reprises au cours de l'histoire des États-Unis, en réaction à des crises particulières (Lincoln au milieu de la guerre civile, Wilson pendant la Première guerre mondiale, Franklin D. Roosevelt au moment de la Grande Dépression). Cette fois, la curieuse configuration actuelle a précédé le Covid-19. Au cœur de celle-ci se trouve un président « *America First* », sans expérience politique, qui fait le jeu des extrémistes du Parti républicain. Regroupés au sein d'un « Freedom Caucus » au Congrès, ces derniers s'inspirent largement de Reagan lorsque ce dernier affirmait en 1981, en référence à une période de récession, que « *le gouvernement n'est pas la solution à notre problème, le gouvernement est notre problème* ».

Ces paroles n'étaient pas l'expression de convictions anarchistes, mais plutôt de la volonté d'affaiblir les pouvoirs au niveau fédéral. Pour peu convaincant que cela puisse sembler en période de pandémie, c'est l'une des clés d'explication du comportement actuel de la Maison Blanche. Dans ses conférences de presse quotidiennes, Trump tente de faire la démonstration de sa force, masquant les signes de son incompétence manifeste en reportant les responsabilités et la faute sur les États, mais il refuse la mise en place d'une véritable coordination nationale pour répondre à la pandémie. Ce qui n'empêche pas pour autant la distribution désordonnée de fonds fédéraux, sous forme de chèques signés de sa main, tandis que l'emploi s'effondre. Un populisme version Mara Lago, mâtiné de reaganisme.

Des personnalités contrastées

Les New-Yorkais confinés ont vu trois personnalités natives de leur ville se disputer le devant de la scène (ou plutôt le centre de l'écran) à trois niveaux différents de gouvernement : Donald Trump, le gouverneur de l'État de New-York Andrew Cuomo, et le maire de la ville de New-York, Bill de Blasio. Les conférences de presse improbables de Trump ont été programmées pour faire concurrence au rituel établi du journal télévisé local. Mais elles ont eu l'effet politique inverse, donnant à voir toujours plus d'incohérences et de différends avec les épidémiologistes, ce qui le dessert dans les sondages, en pleine année électorale. Le grand succès des briefings

télévisés de Cuomo, adressés aux résidents de New York à des heures de moins grande écoute mais rapidement diffusés également au niveau national, a été l'autre événement médiatique qui a contribué à lui nuire, par un effet de contraste saisissant.

Les deux hommes ont grandi dans le Queens, l'un des « boroughs » de la ville de New-York. Mais la comparaison s'arrête là, et pas uniquement parce que Trump est aujourd'hui légalement résident en Floride. À l'époque où Trump était encore un promoteur immobilier aux dents longues, Andrew Cuomo, fils du défunt Mario Cuomo (gouverneur de l'état de New-York de 1983 à 1994), était en poste au cabinet de Bill Clinton en tant que secrétaire au Logement et au Développement urbain.

Cuomo n'a pas toujours été populaire et il a longtemps eu l'image d'un dur à cuire plutôt centriste. Son personnage s'est adouci mais il s'est montré très déterminé face à la dégradation de la crise sanitaire. Pour autant, celle-ci n'a pas eu raison de l'animosité persistante entre lui et de Blasio. Tous deux sont des démocrates issus de familles immigrées (il leur arrive de passer à l'italien lorsqu'ils s'expriment à la télévision). Leur inimitié s'explique par des rivalités politiques, mais aussi par leurs personnalités opposées, et enfin, par la version new-yorkaise de la question structurelle du fédéralisme : à quel niveau de gouvernement convient-il de décider quoi ?

Au sujet de la réouverture des écoles de New-York, la tension est montée en flèche entre Cuomo et de Blasio : quelle instance doit décider si les 1, 1 millions d'écoliers new-yorkais pourront retourner à l'école au moment du déconfinement ? Le gouverneur a rappelé les pouvoirs qui lui sont donnés par la Constitution de l'État de New-York, et affirmé la nécessité de coordonner la réouverture des écoles avec les États voisins. De Blasio soutenant que cette décision lui appartenait en tant que maire de la ville, Cuomo a rétorqué qu'il était libre d'exprimer ce qui n'était que « *une opinion* ». En fin de compte, le maire, qui donne aussi des briefings télévisés quotidiens, et qui a été à l'origine de plusieurs initiatives locales en réponse à la crise sanitaire, n'a jamais été capable de rivaliser avec Cuomo. Mais ils achoppent tous deux sur le même manque de ressources. En outre, si les écoles sont fermées et que les enfants sont à la maison, comment les parents pourraient-ils recommencer à travailler ? En supposant qu'il y ait des emplois...

Bien que Cuomo ait été hésitant dans ses premières réactions à la pandémie, il s'est transformé par la suite en modèle de dirigeant en temps de crise. Son discours franc et clair, associé à son pragmatisme, ont mué Cuomo en contre-Trump national, au grand dam de la Maison Blanche. En cela, il semble reprendre les codes d'un autre gouverneur de New-York, Franklin D. Roosevelt, qui avait accédé à la présidence pendant une autre crise mondiale. FDR avait alors affirmé que les citoyens méritaient qu'on leur parle « *des réalités sombres du moment...avec candeur* ».

Cuomo a accompagné sa franchise d'un interventionnisme pragmatique au goût de New Deal. Des producteurs mercenaires avaient conduit certains États individuels à faire monter les enchères entre eux pour les achats de masques et de matériel hospitalier. Cuomo a innové en créant un consortium regroupant New-York et six États voisins dans le but de dénouer cette situation, et de mettre en place une coopération sur un éventail de sujets.

Pour répondre au pourcentage élevé de Noirs et de Latinos new-yorkais infectés par le virus, Cuomo a présenté un projet d'ouverture de 24 centres de dépistage répartis dans les églises du quartier, en collaboration avec Hakeem Jeffries, le représentant afro-américain d'une partie du Queens et de Brooklyn au Congrès où il préside le Caucus démocrate.

Cuomo a aussi insisté sur la nécessité de ne pas reproduire les erreurs de la crise financière de 2008, quand les renflouements publics avaient profité aux banques et aux multinationales qui avaient contribué à la crise. Aucun argent, a-t-il insisté, ne doit aujourd'hui être accordé aux entreprises qui licencient leurs employés au nom des profits, ou qui ne s'engagent pas à réembaucher, une fois la pandémie terminée, le même nombre de salariés qu'elle employaient avant cette crise.

Un retour à la normale ?

« *J'avais passé mon temps à tirer des traites pour l'éternité; je n'avais rien compris.* » Extraits de la nouvelle de Jean-Paul Sartre, *Le Mur*, ces paroles tourmentées sont celles d'un homme qui attend son exécution par des fascistes pendant la guerre civile espagnole. Leur intention n'était pas

politique, mais plutôt de suggérer que la perspective d'une mort prochaine oblige à réfléchir – ou le devrait tout du moins – à la façon dont on a vécu sa vie. Plus encore : qu'une telle introspection devrait être continue plutôt que de ne survenir qu'au cours de circonstances imposant pareille concentration de l'esprit.

Les New-Yorkais, comme d'autres à travers le monde, ont entendu que le virus ouvrait une période « existentielle ». Abattus, angoissés par la mort, ils se sont retrouvés témoins d'événements douloureux, et ont cherché des distractions sur internet ou à la télévision. D'autres sûrement se sont pris à réfléchir aussi à d'épineuses questions politiques et sociales, s'interrogeant sur les valeurs qui ont animé leur société et contribué à désarticuler le fédéralisme toutes ces dernières années.

Car l'apparition du Coronavirus a coïncidé avec les débats incessants, aux États-Unis, sur l'accès au système de santé. Aux yeux des Européens, qui tiennent pour acquise une certaine forme de couverture universelle de santé, ces querelles semblent bizarres. Mais alors que le virus commençait à se propager, l'administration Trump et les Républicains cherchaient encore à poursuivre des actions en justice contre les réformes du système de santé faites par Barack Obama. Au-delà de différents prétextes douteux sur la validité constitutionnelle de ces réformes, leurs arguments reposaient sur un mélange d'hostilité envers tout ce qui a été entrepris par Obama, sur l'opposition aux programmes qui renforcent les prérogatives du gouvernement fédéral, et sur la certitude absolue que les marchés dérégulés sont la solution à tous les problèmes.

Dans un pays où l'assurance santé, pour ceux qui peuvent en bénéficier, est souvent liée à la situation d'emploi, au moment où l'emploi est menacé, la question qui demande une réponse urgente, et l'on aimerait dire évidente, devient alors : les personnes méritent-elles d'être soignées en fonction des maladies dont elles souffrent, ou en fonction de leur position sur le marché du travail ? Pour quiconque se dit socialiste ou socio-démocrate, la formule empruntée à L.T. Hobhouse, un « libéral » britannique du tournant du xx^e siècle, exprime une valeur primordiale.

Un moment emblématique de cette crise remonte au 18 mars dernier, lors d'une conférence de presse de la Maison Blanche. Un journaliste demande à Trump si il trouve équitable que certaines célébrités et d'autres bien-lotés

bénéficient d'un accès privilégié aux tests de dépistage du coronavirus. « *Non,* » répond le populiste de Mar-a-Lago, dissimulant tout juste un sourire avant d'ajouter, « *mais ainsi va l'histoire de la vie. Parfois, c'est comme ça.* »

Ce brouillage des repères moraux interroge, en ces temps de pandémie : la vie est-elle vraiment ainsi faite ? N'avons-nous vraiment pas d'autre choix que d'accepter des avantages fondamentaux pour certains, des inconvénients pour d'autres ; la sécurité pour une minorité, et la dureté de la vie pour tous les autres, jusqu'à ce que les marchés fassent naturellement leur travail, aussi naturellement, mettons, que le font les virus assassins ?

La pandémie n'est-elle vraiment qu'un événement parmi d'autres ? N'y a-t-il pas là quelque chose que nous pourrions rectifier en associant fermement citoyenneté sociale et citoyenneté politique ? Et, dans le cas précis des États-Unis, en reconnaissant que l'idéologie derrière « la révolution Reagan », qui continue d'exercer un attrait puissant, est à la source de nombreux problèmes du pays ? Sa cible principale était, et demeure toujours, les politiques protectrices du New Deal (« un gouvernement activiste »), malgré le rôle indispensable de celles-ci ; aussi bien dans la gestion de la Dépression que dans la victoire dans la Seconde Guerre mondiale.

La pandémie était imprévisible. Ce qui ne l'était pas en revanche, c'est que le démantèlement des politiques sociales laisserait un pays dans une situation de grande précarité en cas de crise. De ce point de vue, l'évocation d'un « retour à la normale » après la pandémie, partant du principe que nous sommes « unis dans l'épreuve » – expression particulièrement répandue ces derniers temps – sonne un peu comme le condamné à mort de Sartre. Et pas seulement parce que les épidémiologistes prédisent l'arrivée de nouvelles vagues épidémiques. Une société ne devrait pas opérer un retour à « la normale » qui la laisse si mal préparée à affronter des situations aussi radicalement anormales.

Un monde nouveau ?

Ce n'est pas qu'il faille que le « gouvernement » fasse « tout ». La notion serait trop simpliste, mais pas plus que celle d'une « histoire de la vie » qui ferait accepter les inégalités extrêmes. Mais il n'est pas possible pour des

citoyens d'être « unis dans l'épreuve » s'ils n'ont pas les moyens politiques et sociaux de cette solidarité.

Le département américain du Travail a signalé qu'au cruel mois d'avril, le taux de chômage a connu son pire niveau depuis la Dépression. Dans le poème de T.S. Eliot : « *Des lilas qui jaillissent de la terre morte, il mêle / Souvenance et désir, il réveille / ...L'hiver nous tint au chaud, de sa neige oubliée / Couvrant la terre...* ». Jouant du contraste entre les saisons, son modernisme décousu et ambigu suggère que la vie n'est plus d'un seul tenant, et que nous continuons de rêver de passés révolus. La neige, pourtant, peut-elle vraiment tenir chaud ?

Dans l'État de New-York un nombre record de 850 000 personnes se sont inscrites à ce jour pour toucher les indemnités de chômage. La ville et l'État sont ruinées. La crainte du virus est encore forte, à juste titre. Le caractère cosmopolite et la richesse culturelle de ce grand centre urbain se sont toujours nourris de la nouveauté et de l'ouverture apportées par les individus qui y vivaient, qui y arrivaient, qui en parlaient. Une ville que l'on décrit souvent comme l'incarnation de la modernité peut-elle survivre aux conséquences du coronavirus ? New-York s'est réinventée à plusieurs reprises, non sans inquiétude de la part de ses habitants, qui font preuve d'une forme de patriotisme urbain. Ils étaient nombreux à avoir dit que la ville ne se relèverait jamais du 11 septembre, et pourtant elle l'a fait. Aujourd'hui, l'avenir repose en grande partie sur les scientifiques et leur capacité à maîtriser un phénomène jusque-là inédit, qui ne disparaîtra pas de sitôt. Mais il repose aussi sur la politique, et sa capacité à produire des changements, qu'ils soient positifs, ou négatifs.

New York, le 20 mai 2020

*Une première version de cet article a été publiée dans la revue Dissent,
que nous remercions d'avoir autorisé sa republication.*

Traduction par Alexandra Lalo

1. Voir Richard Hofstadter, *The Idea of a Party System: The Rise of Legitimate Opposition in the United States, 1780-1840*, University of California, 1972.